

Paris, le 1^{er} juin 2015

Dossier suivi par : XXXX
Tél. : XXXX
Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : XXXX
N° de recommandation : 2015-1002

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Monsieur,

Vous contestez le bien-fondé des frais de relance d'un montant de 15 euros TTC figurant sur la facture d'électricité du 21 novembre 2014 (85,13 euros TTC).

Vous reconnaissez avoir reçu un courrier de relance datant du 23 septembre 2014 mais niez avoir reçu les courriers de relance des 1^{er} octobre et 3 novembre 2014 ayant respectivement entraîné la facturation de 5 et 10 euros de frais.

J'ai analysé votre dossier ainsi que les observations que le fournisseur Y m'a adressées (jointes en annexe).

Le fournisseur Y précise dans ses observations les éléments suivants :

- « Une facture du 20 Août 2014 d'un montant de 32,54 euros avec une date d'exigibilité au 05 septembre 2014 vous a été adressée ;
- En raison d'un impayé, un premier courrier de relance en date du 23 septembre 2014 vous a été envoyé, n'engageant aucun frais ;
- Edition d'un deuxième courrier de relance en date du 1er octobre 2014 dont le montant est majoré de frais de 5,00 euros ;
- Edition d'un troisième courrier de relance envoyé en RAR en date du 3 novembre 2014 dont le montant est majoré de frais de 10,00 euros ».

Je constate que les conditions générales de vente (CGV) du fournisseur Y prévoient que les factures sont payables dans les quinze jours de leur réception. Il est précisé que « **A défaut de paiement intégral à l'échéance indiquée, des pénalités de retard de paiement dont le montant s'élève à 5 euros lorsque la démarche est effectuée par lettre simple et à dix euros lorsqu'elle est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception** » sont facturées.

Je note que vous avez reçu une facture d'électricité en date du 20 août 2014 avec date d'exigibilité au 5 septembre 2014. Vous n'avez réglé cette facture que le 20 novembre 2014, soit deux mois et demi plus tard. Des pénalités de retard de paiement d'un montant de 5 et 10 euros vous ont été facturées par votre fournisseur.

Or, lorsque des pénalités de retard sont prévues, elles doivent nécessairement être calculées en fonction du taux d'intérêt légal en vigueur et de la durée de retard du paiement.

Suivant mon analyse, les pénalités de retard de paiement prévues par le fournisseur Y dans ses conditions générales de ventes s'apparentent en réalité à des frais de recouvrement.

En effet, à la lecture de ses CGV, la tarification des pénalités de retard de paiement évolue en fonction du type d'envoi postal (5 euros en lettre simple, 10 euros en lettre avec AR). Ces pénalités tiennent donc compte des frais d'établissement et d'envoi du courrier, c'est-à-dire des frais de recouvrement. D'ailleurs, le fournisseur Y fait état dans ses observations de « frais majorés ».

Or, l'article 32 de la loi n°91-650 du 9 juillet 1991, portant réforme des procédures d'exécution, dont les dispositions sont insérées à l'article L.111-8 du Code des procédures d'exécution dispose que « *les frais de recouvrement entrepris sans titre exécutoire restent à la charge du créancier, sauf s'ils concernent un acte dont l'accomplissement est prescrit par la loi. Toute stipulation contraire est réputée non écrite, sauf disposition législative contraire* ».

L'article L122-16 du Code de la consommation dispose également que « *Le fait pour un professionnel de solliciter ou de percevoir d'un consommateur des frais de recouvrement dans des conditions contraires au deuxième alinéa de l'article L. 111-8 du code des procédures civiles d'exécution est puni des peines prévues à l'article L. 122-12 du présent code* ».

De plus, des recommandations de la Commission des clauses abusives telles que la recommandation n° 99-02 du 27 juillet 1999, relatives aux contrats de radiotéléphones portables énoncent « *qu'en cas de retard de paiement, la plupart des contrats prévoient la facturation de frais à la charge de l'abonné : la stipulation de tels frais, qui ont pour objet le recouvrement de la créance, sont illicites au regard de l'article 32 de la loi du 9 juillet 1991, que maintenues dans les contrats ces clauses sont abusives* ».

Un arrêt de la 2^e chambre civile de la Cour de cassation du 20 mai 2010 (pourvoi n°09-67591) a également condamné une entreprise qui avait fait appel à une société de recouvrement et qui avait facturé à son client les frais d'établissement et d'envoi du courrier de règlement de la créance principale.

Compte tenu de ce qui précède, je considère que le fournisseur Y devrait vous rembourser les frais de retard de paiement, soit un montant de 15 euros TTC.

Par ailleurs, dans un but de prévention des litiges, je recommande au fournisseur Y de modifier ses conditions générales de vente afin qu'elles soient conformes à l'article L.111-8 du Code des procédures civiles d'exécution interdisant en l'absence de titre exécutoire l'imputation au consommateur des frais de recouvrement.

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si vous êtes en désaccord avec son contenu, ou si le fournisseur refuse de la mettre en œuvre, vous pouvez demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui vous oppose (voir fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le fournisseur Y m'informera dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie
Jean Gaubert

A blue ink signature, likely of Jean Gaubert, written over the printed name.